

Les actions ou parts de l'OPCVM mentionné ci-dessous n'ont pas été enregistrées conformément à l'US Securities Act de 1933 et ne peuvent pas être offertes ou vendues directement ou indirectement dans les États-Unis d'Amérique (incluant ses territoires et propriétés), aux personnes américaines, telles que définies dans le Règlement S ("US persons").

(The shares or units of the fund mentioned herein ("the Fund") have not been registered under the US Securities Act of 1933 and may not be offered or sold directly or indirectly in the United States of America (including its territories and possessions), to US persons, as defined in Regulation S ("US persons")).

I - CARACTERISTIQUES GENERALES

FORME DE L'OPCVM

Dénomination : UNOFI-FRANCE

Forme juridique et Etat membre dans lequel l'OPCVM a été constitué : Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français, constitué en France.

Date de création et durée d'existence prévue : FCP créé le 6 septembre 1990 pour une durée de 99 ans.

Synthèse de l'offre de gestion :

| Parts | Code ISIN | Affectation des sommes distribuables | Libellé de la devise | Souscripteurs concernés | Frais de gestion maximum | Montant minimum des souscriptions |
|-------|--------------|---|----------------------|-------------------------|--------------------------|--|
| C | FR0010649368 | <u>Affectation du résultat net</u> : capitalisation <u>Affectation des plus-values nettes réalisées</u> : capitalisation | EURO | Tous souscripteurs | 2 % | Souscription initiale : 3 000,00 € Souscriptions ultérieures : 1/1000 ^{ème} de parts |
| D | FR0007460464 | <u>Affectation du résultat net</u> : distribution <u>Affectation des plus-values nettes réalisées</u> : distribution ou capitalisation | | | | |

Lieu de procuration du dernier rapport annuel et du dernier état périodique :

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite auprès de la direction administrative de la société de gestion :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS
30, boulevard Brune
CS 30303
19113 Brive Cedex
Tél. : 05 55 17 43 00
E-mail : unofi@unofi.fr

Si nécessaire, des explications supplémentaires peuvent être obtenues auprès des directions régionales d'Unofi-Patrimoine ou de la direction administrative de la société de gestion.

II - ACTEURS

Société de gestion :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS
Société Anonyme de droit français
2, rue Montesquieu 75001 Paris
Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers le 9 décembre 2014 sous le n° GP-14000023

UNOFI-GESTION D'ACTIFS assure également, pour le compte du FCP, la réception et la centralisation des ordres de souscription et de rachat, ainsi que la tenue du registre des parts.

| | |
|---|---|
| <u>Gestionnaire comptable par délégation :</u> | CACEIS Fund Administration Société Anonyme de droit français 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge |
| <u>Dépositaire et conservateur :</u> | CACEIS Bank France Société anonyme de droit français 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge Etablissement de crédit agréé en tant que Banque et teneur de compte conservateur par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Les fonctions du dépositaire recouvrent les missions, telles que définies par la réglementation applicable, de garde des actifs, de contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion et de suivi des flux de liquidités des OPCVM. |
| <u>Délégués :</u> | La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégués et sous délégués de CACEIS Bank France et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site de CACEIS : www.caceis.com . Des informations actualisées sont mises à disposition des investisseurs sur demande. |
| <u>Commissaire aux comptes :</u> | KPMG SA Société Anonyme Département KPMG Audit, représenté par Monsieur Olivier FONTAINE 1, cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex |
| <u>Commercialisateur :</u> | Unofi-Patrimoine Société Anonyme de droit français, filiale du groupe de l'Union notariale financière 2, rue Montesquieu 75001 Paris |
| <u>Conseiller(s) :</u> | Néant |

III - MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

III.1 CARACTERISTIQUES GENERALES

Caractéristiques des parts :

Nature du droit attaché à la catégorie de parts : Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

Forme des parts : Nominatif pur.

Inscription à un registre : La tenue du registre est assurée par la société UNOFI-GESTION D'ACTIFS. Les droits du titulaire seront représentés par une inscription en compte nominatif.

Droits de vote : S'agissant d'un FCP, aucun droit de vote n'est attaché aux parts, les décisions étant prises par UNOF-GESTION D'ACTIFS.

Toutefois, les porteurs du FCP sont informés du fonctionnement du FCP et d'éventuelles modifications, soit individuellement, soit par les documents d'information périodiques, soit par voie de presse ou par tout autre moyen, conformément à la réglementation en vigueur.

Décimalisation : Les souscriptions et les rachats peuvent porter sur un nombre entier de parts ou sur une fraction de part, chaque part étant divisée en millième. Cependant la première souscription doit correspondre à un montant minimal de 3.000,00 euros.

Les souscriptions ultérieures porteront sur un montant minimum équivalant à un millième de parts.

Date de clôture de l'exercice : Dernier jour de Bourse de Paris du mois de septembre.

Régime fiscal : Ce FCP est éligible au Plan d'Epargne en Actions (PEA).

Le FCP n'est pas sujet à l'Impôt sur les Sociétés. Toutefois, le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par l'OPCVM et aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par l'OPCVM dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et / ou de la juridiction d'investissement de l'OPCVM.

En cas de doute sur sa situation fiscale, le porteur est invité à consulter un conseiller fiscal professionnel et/ou un conseiller patrimonial d'Unofi-Patrimoine.

III.2 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Code ISIN : Parts C FR0010649368
Parts D FR0007460464

Objectif de gestion :

L'objectif du FCP est, au moyen d'une gestion active et discrétionnaire, la recherche d'une performance nette de frais supérieure à celle de l'indice Bloomberg France 120 Net Return, sur la durée de placement recommandée de 5 ans.

Indicateur de référence :

L'indicateur de référence est l'indice Bloomberg France 120 Net Return (code Bloomberg : BFR120N).

Cet indice, établi par Bloomberg Index Services Limited, calculé en euros (EUR), dividendes nets réinvestis, regroupe, sur la base de leur capitalisation boursière flottante, les 120 plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Paris.

Des informations complémentaires sur l'indice de référence sont accessibles via le site internet : <https://www.bloomberg.com/professional/product/indices/>.

A noter que l'indicateur de référence est utilisé comme univers de sélection des titres, étant précisé toutefois qu'un nombre limité de valeurs composant l'indice peut être effectivement détenu par l'OPCVM et que les pondérations des titres en portefeuille et des secteurs d'activité y afférents sont susceptibles de diverger fortement de leurs poids respectifs au sein de l'indice.

Au demeurant, le fonds peut investir en dehors de son univers d'investissement de référence – c'est-à-dire en dehors de l'indice Bloomberg France 120 Net Return – jusqu'à 10 % maximum de l'actif net.

A la date d'entrée en vigueur du prospectus, l'administrateur de l'indice de référence n'est pas inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

Stratégie d'investissement :

a. Description des stratégies utilisées

Afin de pouvoir réaliser l'objectif de gestion, le FCP sera investi en permanence entre **75 %** et **100 %** de son actif net en actions de pays de l'Union européenne avec au minimum **75 %** d'actions cotées sur le marché français et au maximum **10 %** d'actions cotées sur un ou plusieurs marchés des pays de l'Union européenne hors France.

L'équipe de gestion sélectionne discrétionnairement les titres, au sein de l'univers d'investissement représenté par l'indice Bloomberg France 120, sans contraintes de secteur d'activité ou de pondérations dans l'indice précité.

Le fonds pourra également investir jusqu'à **10 %** de son actif net en actions de pays de l'Union européenne n'entrant pas dans la composition de l'indice de référence Bloomberg France 120.

Selon les anticipations du gestionnaire, l'intervention sur les instruments dérivés pourra permettre soit de couvrir une partie du portefeuille (pour diminuer l'exposition au risque actions) pour ramener l'exposition au marché actions jusqu'à 60% de l'actif soit d'exposer le portefeuille (pour profiter d'une hausse du marché) pour augmenter l'exposition au marché actions jusqu'à 120% de l'actif net.

L'exposition au marché actions des pays de l'Union européenne peut donc varier entre **60 %** et **120 %** de l'actif net.

La stratégie d'investissement repose sur une approche « bottom up » visant à identifier les titres ayant de bons fondamentaux, une valorisation attractive et un momentum favorable. Aussi, la sélection active des actions s'appuiera sur une analyse fondamentale de chaque émetteur (ex. : rentabilité, solvabilité, effet de levier, liquidité, efficacité opérationnelle, etc.) et l'appréciation du potentiel de valorisation de chaque titre. Cette approche pourra être complétée par une analyse macro-économique afin d'ajuster le taux d'exposition actions du portefeuille ainsi que son positionnement sectoriel.

Le FCP pourra être exposé au risque de change à hauteur de **10%** maximum de l'actif net.

Au sens du règlement européen UE 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « SFDR »), cet OPCVM est un produit ne promouvant pas de caractéristiques environnementales ou sociales, et n'ayant pas pour objectif l'investissement durable (produit sans objectif de durabilité dit « article 6 »).

Le fonds n'applique pas de politique d'investissement responsable et ne prend donc pas en compte les principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité dans son processus d'investissement.

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

L'OPCVM est exposé à un risque en matière de durabilité tel que défini dans la section « profil de risque » du présent prospectus.

b. Catégories d'actifs et de contrats financiers dans lesquels l'OPCVM entend investir

Actions :

Le FCP peut investir entre **75 %** et **100 %** de son actif net en actions de pays de l'Union européenne avec au minimum **75 %** d'actions cotées à la Bourse de Paris et au maximum **10%** d'actions cotées sur un ou plusieurs marchés réglementés des pays de l'Union européenne hors France.

L'investissement en actions de sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 1 milliard d'euros (« petites et moyennes capitalisations ») est limité à **10 %** de l'actif net.

Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Néant.

Parts ou actions d'OPCVM, de FIA ou de fonds d'investissement de droit étranger :

Le FCP peut investir jusqu'à **10 %** de l'actif net en parts ou actions d'OPCVM monétaires français ou européens.

Ces OPCVM peuvent être gérés ou non par UNOFI-GESTION D'ACTIFS ou des sociétés qui lui sont liées.

Instruments dérivés :

Le gérant peut intervenir sur des contrats financiers (instruments dérivés) simples négociés sur des marchés réglementés, organisés et de gré à gré, avec une limite de risque global (méthode du calcul de l'engagement) de **50 %** de l'actif net, selon les modalités suivantes :

| Risque | Nature de l'intervention | Instruments utilisés |
|---------------|---------------------------------|-----------------------------|
| Actions | Exposition et couverture | Futures – Options |

Titres intégrant des dérivés :

Néant.

Liquidités :

Le FCP peut détenir à titre accessoire (**10%**) des liquidités non investies, sur un compte ouvert auprès du dépositaire de l'OPCVM.

La détention de liquidités à titre accessoire peut se révéler justifiée, entre autres :

- pour faire face aux paiements courants ou exceptionnels ;
- en cas de ventes d'éléments figurant à l'actif du fonds, le temps nécessaire pour réinvestir dans d'autres instruments financiers ;
- dans les cas où, en raison de la situation défavorable du marché et pendant le laps de temps strictement nécessaire, les placements dans des instruments financiers doivent être suspendus.

Toutefois, le ratio de liquidité accessoire peut être porté à **20 %**, lorsque des conditions exceptionnelles sur le marché le justifient.

Dépôts :

Néant.

Emprunts d'espèces :

Le FCP pourra avoir recours à l'emprunt d'espèces à hauteur de **10 %** de l'actif net en raison des opérations liées à ses flux (investissements/désinvestissements en cours, opérations de souscription/rachat).

Acquisition et cession temporaire de titres :

Néant.

Profil de risque :

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

La valeur liquidative est susceptible de connaître une variation élevée du fait des instruments financiers qui composent le portefeuille du FCP. Dans ces conditions, le capital investi pourrait ne pas être intégralement restitué y compris pour un investissement réalisé sur la durée de placement recommandée.

Ces différents risques sont susceptibles de provoquer une baisse de la valeur liquidative du FCP.

- **Risque de perte en capital :** l'OPCVM présente un risque de perte en capital. Il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué même si le porteur conserve ses parts pendant la durée de placement recommandée.
- **Risque de gestion discrétionnaire :** la gestion active du fonds repose sur une sélection discrétionnaire de valeurs. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi sur les titres les plus performants.
- **Risque actions :** l'OPCVM peut être exposé aux marchés actions jusqu'à 120 % de son actif net. La variation du cours des actions ou des indices auxquels le portefeuille est exposé peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de l'OPCVM. En période de baisse des marchés actions, la valeur liquidative pourra être amenée à baisser.
- **Risque lié à l'utilisation d'instruments dérivés :** il représente le risque d'amplification des pertes du fait du recours à ce type d'instrument financier. Du fait de l'utilisation d'instruments dérivés, si les marchés sous-jacents baissent, la valeur liquidative peut baisser dans des proportions plus importantes.
- **Risque lié aux petites et moyennes capitalisations :** dans la limite de 10 % de son actif net, l'OPCVM peut investir dans des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation (capitalisation boursière inférieure à 1 milliard d'euros). L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que sur les marchés de petites et moyennes capitalisations, le volume des titres échangés est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations.
- **Risque de change :** il existe un risque de change puisque le FCP peut s'exposer, dans la limite de 10 % de l'actif net, à des devises différentes de l'euro. En cas de hausse de l'euro par rapport aux autres devises, la valeur liquidative du fonds sera impactée négativement.
- **Risque de taux :** la présence possible d'OPCVM monétaires dans le portefeuille expose le FCP aux effets des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux correspond au risque lié à une remontée des taux de marchés obligataires, qui provoque une baisse des cours des titres de créances et des instruments du marché monétaire et par conséquent une baisse de valeur liquidative du FCP.
- **Risque de liquidité :** le FCP peut, dans des circonstances de marché très difficiles, ou en raison d'un volume exceptionnellement élevé de demandes de rachat ou d'autres circonstances de nature exceptionnelle, ne pas être en mesure de faire face aux rachats dans la période indiquée dans le prospectus.
- **Risque en matière de durabilité :** un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. Les risques en matière de durabilité sont liés, entre autres, aux événements résultant du changement climatique ou de la perte de biodiversité (« risques physiques »), ou de la réponse de la société face aux évolutions induites par la transition écologique (« risques de transition »). De même, les événements sociaux (par exemple les inégalités, l'inclusivité, les relations de travail, l'investissement dans le capital humain, la prévention des accidents, le changement de comportement des clients, etc.) ou le manque de gouvernance (par exemple des violations significatives et répétées des accords internationaux, les problèmes de corruption, la qualité et la sécurité des produits, les pratiques de vente, etc.) peuvent induire des risques en matière de durabilité.

Garantie ou protection : Néant.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

Tous souscripteurs.

Ce fonds peut être proposé comme support d'investissement dans le cadre d'un PEA et peut servir de support à des contrats d'assurance-vie et/ou de capitalisation en unités de compte de la compagnie d'assurance Unofi-Assurances.

Le FCP est exclusivement distribué par Unofi-Patrimoine.

Ce FCP s'adresse à une clientèle qui souhaite investir sur le marché actions, tout en acceptant les risques inhérents à ce type de placement (cf. Rubrique « Profil de risque »), notamment un risque de perte en capital.

La durée minimum de placement recommandée est de 5 ans. Cette durée est une estimation et ne doit pas être considérée ni comme une garantie, ni comme un engagement des performances futures, du rendement de votre produit et du maintien de son niveau de risque.

Le montant qu'il est préférable d'investir dans cet OPCVM par chaque investisseur dépend de sa situation personnelle. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et sur la durée de placement recommandée, mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de ce FCP.

Les parts de ce FCP n'ont pas été enregistrées en vertu de la loi US Securities Act of 1933. En conséquence, elles ne peuvent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, pour le compte ou bénéfice d'une « U.S. person », selon la définition de la réglementation américaine « Regulation S » et/ou telle que définie par la réglementation américaine « Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) ».

Modalités de détermination et d'affectation des revenus :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du FCP majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Le résultat net est réparti entre les différentes catégories de parts au prorata de leur quote-part dans l'actif net global. Les sommes distribuables sont constituées par :

- le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos ;
- les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Ces éléments peuvent être distribués en tout ou partie, indépendamment l'un de l'autre. Capitalisation pour les parts C / Distribution pour les parts D.

Comptabilisation des revenus selon la méthode des revenus encaissés.

Fréquence de distribution :

Pour les parts D, les revenus sont distribués annuellement.

La société de gestion se réservant la faculté de décider, en cours d'exercice, la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus et éventuelles plus-values nets comptabilisés à la date de la décision.

Option de réinvestissement :

Le porteur de parts D se voit offrir la possibilité de réinvestir automatiquement, sans frais, le revenu distribué, sur des parts de même catégorie. Le réinvestissement se fera, au plus tard, sur la base de l'une des 3 prochaines valeurs liquidatives suivant la date de distribution.

Caractéristiques des parts :

Le FCP dispose de 2 catégories de parts.

Les parts sont divisibles en millièmes de parts et libellées en euro.

Modalités de souscription et de rachat :

Les ordres de souscription, après encaissement des règlements correspondants, et de rachat sont centralisés chaque jour d'établissement de la valeur liquidative avant 11 heures auprès de la direction administrative de la société de gestion :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS
30, boulevard Brune
CS 30303
19113 Brive Cedex.

Ils sont exécutés sur la base de la valeur liquidative de ce même jour calculée en J+1 ouvré. Le règlement et la livraison des titres s'effectuent deux jours (J+2) ouvrés après la date de la valeur liquidative d'exécution.

Ils peuvent porter sur un nombre entier de parts ou sur des fractions de part, chaque part étant divisée en millièmes. Le montant de la première souscription ne peut être inférieur à 3 000,00 euros.

Les souscriptions ultérieures porteront sur un montant minimum équivalant à un millième de parts. L'arbitrage, l'échange ou la conversion entre parts est considérée comme un rachat suivi d'une souscription.

En conséquence, le régime fiscal de cette opération dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière du souscripteur et/ou de la juridiction d'investissement du FCP.

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis par l'intermédiaire de commercialisateurs doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique auxdits commercialisateurs vis-à-vis d'UNOFI-GESTION D'ACTIFS. En conséquence, ces commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à UNOFI-GESTION D'ACTIFS.

Les ordres de souscription et de rachat sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

| J | J | J : jour d'établissement de la VL | J+1 ouvré | J+2 ouvrés | J+2 ouvrés |
|--|---|--|--------------------------------------|--------------------------------|-----------------------|
| Centralisation avant 11h des ordres de souscription après encaissement des règlements correspondants | Centralisation avant 11h des ordres de rachat | Exécution de l'ordre au plus tard en J | Publication de la valeur liquidative | Livraison des parts souscrites | Règlement des rachats |

Dispositif de plafonnement des rachats (« gates ») :

L'OPCVM n'a pas mis en place de dispositif de plafonnement des rachats.

En cas de circonstances exceptionnelles, l'absence de mécanisme de plafonnement des rachats pourra avoir pour conséquence l'incapacité de l'OPCVM à honorer les demandes de rachats et ainsi augmenter le risque de suspension complète des souscriptions et des rachats sur cet OPCVM.

Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative :

Le FCP est valorisé quotidiennement, chaque jour ouvré. La valeur liquidative ne sera pas établie, ni publiée les jours de Bourse correspondant à des jours fériés légaux. Le calendrier boursier de référence est celui de Paris.

Lieu et modalité de publication de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est publiée dans les locaux d'UNOFI-GESTION D'ACTIFS et est disponible sur simple demande auprès des directions régionales d'Unofi-Patrimoine et de la direction administrative de la société de gestion à l'adresse suivante :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS
30, boulevard Brune - CS 30303
19113 Brive Cedex.
Tél : 05.55.17.43.00
E-mail : unofi@unofi.fr

Elle peut également être consultée sur le site internet de l'Union Notariale Financière www.unofi.fr.

Frais et commissions :

- Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur au diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir au désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Parts C et D

| Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats | Assiette | Taux Barème |
|---|--|-----------------------|
| Commission de souscription non acquise à l'OPCVM | Valeur liquidative x Nombre de parts ou actions | Taux maximum : 0,80 % |
| Commission de souscription acquise à l'OPCVM | Valeur liquidative x Nombre de parts ou actions | Néant |
| Commission de rachat non acquise à l'OPCVM | Valeur liquidative x Nombre de parts ou actions | Néant |
| Commission de rachat acquise à l'OPCVM | Valeur liquidative x Nombre de parts ou actions | Néant |

- Frais de fonctionnement et de gestion :

Ces frais, qui recouvrent tous les frais facturés directement ou indirectement au FCP, à l'exception des frais de transactions correspondant aux frais d'intermédiation, comprennent :

- les frais de gestion, destinés à rémunérer l'activité de la société de gestion du FCP,
- les frais de gestion externe destinés à rémunérer les missions des autres acteurs (dépositaire, Commissaire aux comptes, commercialisateur, distributeur, avocats) ; Ces frais sont pris en charge par la société de gestion,
- les frais indirects supportés par le FCP à raison de son investissement dans d'autres OPCVM, le cas échéant.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance, destinées à rémunérer la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs,
- des commissions de mouvement qui peuvent être perçues notamment par le dépositaire et la société de gestion,
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

| Frais facturés au FCP | Assiette | Taux Barème |
|---|------------------------------------|-------------------|
| Frais de gestion financière et frais de fonctionnement et autres services | Actif net | 2,00 % maximum |
| Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion) | Actif net | Non significatifs |
| Commission de mouvement | Prélèvement sur chaque transaction | Néant |
| Commission de surperformance | Actif net | Néant |

A titre d'information, le total des frais maximum sera de 2,00 % par an de l'actif net.

Pour toute information complémentaire, le porteur peut se reporter au rapport annuel du FCP.

Pour plus de précisions sur le montant des frais effectivement supportés par les différentes catégories de parts du FCP au cours d'un exercice, le porteur peut se reporter au document d'informations clés pour l'investisseur.

Une quote-part des frais de gestion peut être éventuellement rétrocédée à un tiers distributeur afin de rémunérer le placement des parts du FCP.

Les frais de gestion sont provisionnés à chaque calcul de la valeur liquidative.

Les frais de fonctionnement et de gestion supportés par le FCP sont directement imputés au compte de résultat du FCP.

Description de la procédure de choix des intermédiaires :

Dans le cadre du respect de son obligation de "best execution", la société de gestion sélectionne les courtiers ou contreparties selon une procédure conforme à la réglementation qui lui est applicable et en particulier l'article 321-27 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers.

Les modalités et les critères objectifs de sélection utilisés par la société de gestion sont mentionnés dans la politique d'exécution disponible sur simple demande auprès de la société de gestion. Font partie de ces critères la qualité de l'exécution des ordres et du traitement administratif, les tarifs pratiqués, ainsi que la solidité financière de chaque courtier ou contrepartie.

IV - INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Informations des porteurs :

Les documents de référence du FCP ainsi que les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite auprès de la direction administrative de la société de gestion :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS
30, boulevard Brune - CS 30303
19113 Brive Cedex. Tél : 05.55.17.43.00
E-mail : unofi@unofi.fr

Le document "politique de vote" établi par UNOFI-GESTION D'ACTIFS, en application du règlement général de l'Autorité des marchés financiers et présentant les conditions dans lesquelles elle entend exercer les droits de vote attachés aux titres détenus en portefeuille, ainsi que le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles elle a exercé les droits de vote, peuvent être consultés au siège social de la société de gestion ou être adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS
2, rue Montesquieu 75001 Paris 75017 Paris Cedex 17
Tél : 01.44.09.38.70
E-mail : unofi@unofi.fr

Les porteurs de parts du FCP peuvent obtenir des informations concernant la prise en compte de critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) dans la politique d'investissement de la société de gestion et la gestion de cet OPCVM sur le site internet de l'Union Notariale Financière www.unofi.fr.

Ces informations seront également disponibles dans le rapport annuel du FCP.

Toute information sur les modifications relatives aux caractéristiques et au fonctionnement du FCP sera donnée aux porteurs, soit individuellement, soit par tout autre moyen, conformément à la réglementation en vigueur.

Informations concernant les modalités de traitement des réclamations - médiation :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS a établi et maintient une procédure opérationnelle en vue du traitement rapide et efficace des réclamations adressées par ses clients. Cette procédure est décrite sur le site internet de l'Union notariale financière www.unofi.fr.

En cas de difficultés ou de litiges relatifs au fonctionnement du FCP ou à son investissement, le porteur est invité à contacter son interlocuteur habituel.

S'il n'obtient pas de solution lui donnant satisfaction, il peut adresser une réclamation écrite à la société de gestion par courriel sur la messagerie unofi@unofi.fr ou par courrier postal à :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS
Service clients
30, boulevard Brune
CS 30303
19113 Brive Cedex

A compter de la date d'envoi de la réclamation écrite, Unofi-Gestion d'Actifs s'engage à adresser au porteur, dans un délai de dix jours ouvrables, un courrier pour lui apporter une réponse ou, à défaut, pour accuser réception de cette réclamation.

Dans ce dernier cas, sauf circonstances particulières dûment justifiées, la réponse devra intervenir dans un délai de deux mois à compter de la date d'envoi de la réclamation écrite.

S'il n'est pas satisfait de la réponse apportée ou en l'absence de réponse dans un délai de deux mois après l'envoi d'une première réclamation écrite, le porteur a la possibilité de solliciter, gratuitement, dans un délai d'un an à compter de la date de sa réclamation, le médiateur de l'Autorité des marchés financiers par formulaire électronique sur le site internet de l'AMF – <https://www.amf-france.org/fr/le-mediateur-de-lamf/votre-dossier-de-mediation/vous-voulez-deposer-une-demande-de-mediation> – ou par voie postale : Le Médiateur - Autorité des marchés financiers, 17, place de la Bourse, 75082 PARIS CEDEX 02.

Informations concernant les modalités de rachat ou de remboursement des parts :

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire sur la base de la valeur liquidative du jour où ils sont centralisés. En cas de liquidation du FCP, les porteurs de parts peuvent signifier leur accord pour être remboursé en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part. Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le FCP, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Le rachat par le FCP de ses parts comme l'émission de parts nouvelles peuvent être suspendus à titre provisoire par la société de gestion quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs de parts le commande. En cas de suspension, et hormis les cas de communication de place ad hoc, les porteurs seront avertis soit individuellement, soit par tout autre moyen, notamment par avis de presse dans les meilleurs délais. L'information sera au préalable communiqué à l'Autorité des marchés financiers.

Informations concernant les modalités de distribution :

Les détenteurs de parts de distribution se voient appliquer le régime de la distribution pure : les sommes qui sont affectées à cette catégorie de parts sont intégralement distribuées, aux arrondis près.

La mise en distribution a lieu dans les 5 mois suivant la clôture de l'exercice.

La société de gestion peut décider, en cours d'exercice, la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus et éventuelles plus-values nets comptabilisés à la date de la décision.

Si nécessaire, des informations supplémentaires sur le fonctionnement du FCP peuvent être obtenues auprès des directions régionales d'Unofi-Patrimoine ou de la direction administrative de la société de gestion :

UNOFI-GESTION D'ACTIFS
30, boulevard Brune - CS 30303
19113 Brive Cedex.
Tél : 05.55.17.43.00
E-mail : unofi@unofi.fr

Le site de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

V - REGLES D'INVESTISSEMENT ET RATIOS REGLEMENTAIRES

Le FCP respecte les ratios réglementaires applicables aux OPCVM conformes détenant moins de 10 % d'OPCVM.

De plus, le FCP respecte les conditions d'éligibilité au régime PEA telles que prévues dans le Code monétaire et financier.

VI - INFORMATIONS SUR LE RISQUE GLOBAL

La méthode de calcul retenue par le FCP est celle du calcul de l'engagement.

VII - REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Le FCP se conforme aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur et, notamment, au plan comptable des OPCVM.

La devise de comptabilité est l'euro.

VII.1 REGLES D'EVALUATION DES ACTIFS

Le portefeuille est évalué lors de chaque valeur liquidative et lors de l'arrêté des comptes selon les méthodes ci-après.

La valeur liquidative des parts de chaque catégorie est obtenue en divisant la quote-part de l'actif net correspondant à la catégorie de parts concernée par le nombre de parts de cette catégorie.

Les liquidités, dépôts et instruments financiers qui ne sont pas libellés dans la devise de comptabilité sont évalués conformément aux principes énoncés ci-dessous, puis converties en contre-valeur euro suivant le cours des devises à Paris au jour de l'évaluation.

- **INSTRUMENTS FINANCIERS NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU ASSIMILE**
 - **Les actions et valeurs assimilées**

Les actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé, français ou étranger, sont évaluées au prix du marché sur la base du cours de clôture du jour de l'évaluation ou du dernier cours publié officiellement au jour de l'évaluation.

- **Les titres de créance et instruments du marché monétaire**

Les obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé, français ou étranger, sont évaluées au prix du marché sur la base du cours de clôture du jour de l'évaluation ou du dernier cours publié officiellement au jour de l'évaluation.

La société de gestion se réserve le droit d'utiliser des cours contribués quand ceux-ci sont plus représentatifs de la valeur de négociation.

En outre, les obligations et valeurs assimilées sont évaluées en tenant compte des intérêts courus calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Les Titres de Créances Négociables et valeurs assimilées seront évalués de façon actuarielle sur la base d'une courbe de taux majorée le cas échéant d'un écart représentatif de la valeur intrinsèque de l'émetteur.

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor)
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

En l'absence de sensibilité particulière au marché, les Titres de Créances Négociables d'une durée initiale ou résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont évalués selon la méthode linéaire. En application du principe de prudence, ces évaluations sont corrigées du risque émetteur.

Les TCN swapés sont valorisés selon la courbe OIS (Overnight Indexed Swaps).

Les bons du Trésor sont valorisés au taux du marché, communiqué quotidiennement par les Spécialistes en Valeurs du Trésor.

- **Les instruments financiers à terme**

Les opérations portant sur des instruments financiers à terme, ferme ou conditionnels, négociées sur un marché réglementé ou assimilé, français ou étranger, sont évaluées au cours de compensation du jour.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

- **INSTRUMENTS FINANCIERS NON NEGOCIES SUR UN MARCHE REGLEMENTE OU ASSIMILE**

Les instruments financiers non négociés sur un réglementé ou assimilé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation, en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Les opérations à terme, fermes ou conditionnelles, conclues sur les marchés de gré à gré, autorisés par la réglementation applicable aux OPCVM, sont valorisées à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Les contrats d'échange ("swaps") de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. En application du principe de prudence ce prix est corrigé du risque de contrepartie.

Les swaps d'indice ou de performance sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

- **PARTS OU ACTIONS D'OPC**

Les parts ou actions d'OPC négociées sur un marché réglementé ou assimilé, français ou étranger, sont évaluées au prix du marché sur la base du cours de clôture du jour de l'évaluation ou du dernier cours publié officiellement au jour de l'évaluation.

Dans les autres cas, les parts ou actions d'OPC sont valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

- **DEPOTS ET EMPRUNTS D'ESPECE**

Les dépôts à terme sont évalués à leur valeur contractuelle, déterminée en fonction des conditions fixées au contrat. En application du principe de prudence, cette valorisation est corrigée du risque de défaillance de la contrepartie.

Les dépôts à terme d'une durée initiale ou résiduelle inférieure à 3 mois sont évalués selon la méthode linéaire.

Les emprunts d'espèces sont évalués à leur valeur contractuelle, déterminée en fonction des conditions fixées au contrat.

▪ OPERATIONS D'ACQUISITION ET DE CESSIONS TEMPORAIRES DE TITRES

• Les prêts de titres

Les titres prêtés sont sortis de leur poste d'origine et la créance correspondante, enregistrée à l'actif du bilan au poste "créances représentatives de titres prêtés", est évaluée à la même valeur que les titres prêtés majorée de la rémunération du prêt à recevoir calculée prorata temporis à la date du jour de l'évaluation.

• Les emprunts de titres

Les titres empruntés, enregistrés à l'actif du bilan au poste "titres empruntés", sont évalués à leur valeur de marché et la dette représentative de l'obligation de restitution, enregistrée au passif du bilan au poste "dettes représentatives des titres empruntés", est évaluée à la même valeur que les titres empruntés majorée de la rémunération de l'emprunt à payer calculée prorata temporis à la date du jour d'évaluation.

• Mise en pension livrée

Les titres donnés en pension livrée, sortis de leur poste et enregistrés à l'actif du bilan au poste "titres donnés en pension", sont évalués à leur valeur de marché et la dette représentative des titres donnés en pension, inscrite au passif du bilan au poste "dettes représentatives des titres donnés en pension", est évaluée à sa valeur contractuelle majorée de la rémunération à payer calculée prorata temporis à la date du jour d'évaluation.

Toutefois, pour les opérations de mise en pension à taux fixe, non résiliables à tout moment sans coût ni pénalités pour l'OPCVM, d'une échéance supérieure à trois mois, la dette représentative des titres donnés en pension est évaluée à la valeur actuelle du contrat.

• Prise en pension livrée

Les titres reçus en pension livrée sont enregistrés à l'actif du bilan au poste "créances représentatives de titres reçus en pension" et la créance correspondante est évaluée à sa valeur contractuelle majorée de la rémunération à recevoir calculée prorata temporis à la date du jour d'évaluation.

Toutefois, pour les opérations de prise en pension à taux fixe, non résiliables à tout moment sans coût ni pénalités pour l'OPCVM, d'une échéance supérieure à trois mois, la créance représentative des titres reçus en pension est évaluée à la valeur actuelle du contrat.

VII.2 REGLES D'ENREGISTREMENT DES ACTIFS ET METHODE DE COMPTABILISATION

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les opérations d'acquisitions et de cessions d'instruments financiers sont comptabilisées en frais inclus.

La comptabilisation des revenus de toute nature, principalement les intérêts des titres de créances et assimilés, s'effectue selon la méthode des revenus encaissés.

VII.3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements sur contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

VIII - REMUNERATION

La société de gestion a mis en place une politique de rémunération adaptée à son organisation et à ses activités. Cette politique a pour objet d'encadrer les pratiques concernant les différentes rémunérations des salariés ayant un pouvoir décisionnaire, de contrôle ou de prise de risque.

Cette politique de rémunération a été définie au regard de la stratégie économique, des objectifs, des valeurs et intérêts du groupe Unofi, de la société de gestion faisant partie du groupe, des OPCVM et du FIA gérés et de leurs porteurs. L'objectif de cette politique est de ne pas encourager une prise de risque excessive en allant, notamment, à l'encontre du profil de risque des OPCVM gérés. Par ailleurs, la société de gestion a mis en place les mesures adéquates en vue de prévenir les conflits d'intérêt.

La politique de rémunération est adoptée et supervisée par le Conseil d'Administration d'Unofi-Gestion d'Actifs.

Les détails de la politique de rémunération actualisée sont disponibles sur le site internet : www.unofi.fr ou gratuitement sur simple demande auprès de la société de gestion. Cette politique décrit notamment les modalités de calcul des rémunérations et avantages de certaines catégories de salariés et les organes responsables de leur attribution.

Date d'agrément du FCP par l'Autorité des marchés financiers : 6 septembre 1990.

Date de publication du prospectus : 27 avril 2026.

UNOFI-FRANCE
Fonds commun de placement

TITRE I - ACTIF ET PARTS

Article 1 – Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du FCP. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du FCP est de 99 ans à compter de son agrément par l'autorité des marchés sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP. Ces différentes catégories de parts peuvent :

- bénéficier de régimes différents d'affectation du résultat (distribution ou capitalisation) ;
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscription et de rachat différentes ;
- avoir une valeur nominale différente.

Les parts pourront être fractionnées sur décision des dirigeants responsables de la société de gestion en dixièmes, centièmes, millièmes, dix-millièmes ou même cent-millièmes dénommés fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, les dirigeants responsables de la société de gestion, peuvent, sur leurs seules décisions, procéder au regroupement et à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion de portefeuille prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Emission et rachats des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du FCP lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursé en titres. Si le rachat en nature correspond à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, alors seul l'accord écrit, signé du porteur sortant doit être obtenu par l'OPCVM ou la société de gestion. Lorsque le rachat en nature ne correspond pas à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, l'ensemble des porteurs doivent signifier leur accord écrit autorisant le porteur sortant à obtenir le rachat de ses parts contre certains actifs particuliers, tels que définis explicitement dans l'accord.

De manière générale, les actifs rachetés sont évalués selon les règles fixées à l'article 4 et le rachat en nature est réalisé sur la

base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part. Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le FCP, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession, de donation ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs ou de porteurs à un tiers, est assimilé à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la première souscription minimale exigée par le prospectus .

En application de l'article L 214-8-7 du Code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand les circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Possibilité de conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus.

L'OPCVM peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de l'OPCVM ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; ils sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

TITRE II - FONCTIONNEMENT DU FCP

Article 5 - La société de gestion

La gestion du FCP est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le FCP.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le FCP.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui sont confiées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utile. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute

décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport ou rachat en nature sous sa responsabilité, hormis dans le cadre de rachats en nature pour un ETF sur le marché primaire.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et produit un rapport sur la gestion du FCP pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs du FCP.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III - MODALITES D'AFFECTATION DES RESULTATS

Article 9 - Modalités d'affectation du résultat et des sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du FCP majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont constituées par :

- 1) le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;
- 2) les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1) et 2) peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Pour chaque catégorie de parts, le cas échéant, le FCP peut opter pour l'une des formules suivantes :

- Capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi ;
- Distribution pure : les sommes sont intégralement distribuées, aux arrondis près avec la possibilité de distribuer des acomptes ;
- Capitalisation et/ou Distribution : la société de gestion décide chaque année de l'affectation des sommes distribuables (résultats et plus-values nettes réalisées). Elle peut également décider de verser des acomptes et/ou de porter en report les résultats nets et/ou plus-values nettes réalisées.

Le FCP peut émettre plusieurs catégories de parts pour lesquelles les modalités d'affectation des sommes distribuables sont précisées dans le prospectus.

TITRE IV - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le FCP à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le FCP en deux ou plusieurs fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du FCP demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du FCP.

La société de gestion peut dissoudre le FCP par anticipation ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date, les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du FCP en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du FCP, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un FCP peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le FCP et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion assume les fonctions de liquidateur. Ces fonctions peuvent être confiées au dépositaire avec son accord. A défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. La société de gestion, ou le cas échéant, le dépositaire ou le liquidateur spécialement désigné, sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V - CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Election de domicile

Toutes contestations relatives au FCP qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.